

Christian de Montlibert

# Marcel Lesne et l'Algérie

*Regards Sociologiques*, n°61 - 62, 2023, pp.151-162

*Marcel Lesne (1915-2012) professeur au CNAM, a dirigé les Centres sociaux éducatifs créés par Germaine Tillion et a publié une étude sur les camps de regroupement mis en place par l'armée française dans sa lutte contre l'Armée de Libération Nationale algérienne. Il a dirigé les centres sociaux éducatifs de 1959 à 1961. Dans le cadre du « plan de Constantine » des crédits affectés aux Centres sociaux éducatifs vont permettre la construction de bâtiments, (120 centres seront en fonctionnement en 1962) et l'embauche d'enseignants et de travailleurs sociaux (1000 agents environ y travailleront). Une réflexion pédagogique qui alliait résolution de problèmes immédiats, alphabétisation et préformation professionnelle, se développa là. Le travail était mené par une équipe pédagogique très polyvalente (à même de travailler « à élever le niveau de vie, à accroître la somme des connaissances et à améliorer l'état de santé ») dont les modèles étaient les méthodes développées par l'éducation populaire et les mouvements de jeunesse. Des documentations furent rédigées en français et en arabe. L'assassinat de six inspecteurs pédagogiques par l'OAS l'obligea à rentrer en France précipitamment.*

*Ensuite Marcel Lesne a publié, en 1962, dans les Annales de Géographie, Bulletin de la Société de Géographie, un article intitulé « Une expérience de déplacement de population : les centres de regroupement en Algérie ». Il y insiste sur l'ampleur absolument exceptionnelle de ce phénomène : puisqu'un quart de la population musulmane vivait dans les centres de regroupement. Dans son article, il met l'accent sur « la prédominance de l'ordre militaire ». Pour lui les regroupements constituent la pièce essentielle de la guerre psychologique et de la politique de pacification. Une fois « resserrés » dans des camps les villageois ne peuvent plus se livrer aux activités agricoles. Pour tous, le regroupement signifie « création de bidonvilles » et de « clochardisation »*

Avant d'être Maître Assistant à l'Institut National pour la Formation des Adultes, (I.N.F.A.), j'ai travaillé durant quatre années, au centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale, (C.U.C.E.S.), en collaboration très étroite avec Marcel Lesne<sup>1</sup>. Nous nous efforcions d'élaborer une méthode d'analyse des besoins dont, récemment, j'ai rendu compte de la genèse<sup>2</sup>. C'est d'un autre aspect de ce compagnonnage quotidien dont je voudrais témoigner ici : les traces du passage de Marcel Lesne

<sup>1</sup> Lesne était à ce moment professeur de sociologie à l'université de Nancy et responsable de l'équipe de recherches sociologiques sur la formation des adultes au C.U.C.E.S. Normalien, il avait été instituteur avant la Deuxième Guerre Mondiale, destinée d'un bon élève issu d'une famille ouvrière du nord, fait prisonnier il tentera 3 fois de s'évader, sera condamné à une peine de prison en forteresse puis en camp spécial – c'est durant ces années de stalag qu'il « bénéficiera » des enseignements mis en place par Fernand Braudel, dont on sait qu'il avait créé une université pour les prisonniers de guerre, lui permettant ultérieurement une nouvelle orientation vers les sciences sociales; il sera ensuite, au Maroc, Inspecteur de l'enseignement primaire puis de l'enseignement technique; en 1959, en Algérie il sera promu Inspecteur d'académie et chef du service des Centres sociaux éducatifs jusqu'en 1961. Après avoir soutenu sa Thèse d'Etat en 1960, en géographie, il deviendra maître de conférences en sociologie à l'université d'Alger en 1961. Quittant l'Algérie en urgence après le massacre de Château Royal en mars 1962 il sera affecté à l'Université de Nancy.

<sup>2</sup> Montlibert Ch., de, Education des adultes et sociologie. Marcel Lesne et l'analyse des besoins en formation. Education Permanente, 2014, n°199, pp.155-167. Et aussi Montlibert Ch. de, Préface in Durkheim E., L'évolution pédagogique en France, traduit en langue grecque par I. Athanasiadis, 2014, Athènes, éditions Alexandria, 488p.

en Algérie. Je reprends d'autant plus volontiers cet aspect de nos relations que, depuis l'an 2010, je suis intervenu plusieurs fois en Algérie, à Constantine, à l'Université et à l'Institut Culturel français, et à Oran, au Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle (C.R.A.S.C), pour contribuer à la diffusion de la pensée d'Abdelmalek Sayad - un des sociologues qui a constitué une oeuvre des plus importantes sur l'émigration-immigration<sup>3</sup>. En France, à l'Institut du Monde Arabe et dans des maisons de la culture et des centres sociaux de différentes villes, j'ai assuré la présentation d'une exposition sur les principaux thèmes de ses recherches<sup>4</sup>. Je me suis aussi efforcé de comprendre « les trois combats » qu'a menés Pierre Bourdieu en Algérie contre l'ignorance des

<sup>3</sup> Sayad A., La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré, Paris, Le Seuil, 1999, Préface de Pierre Bourdieu. Sayad A., L'immigration et les paradoxes de l'altérité, T.1, L'illusion du provisoire, T.2, les enfants illégitimes, T.3, la fabrication des identités culturelles, Paris, Raisons d'Agir Editions. Sayad A., L'école et les enfants de l'immigration, Essais critiques, Paris, Seuil, 2014. Sayad A., Histoire et recherche identitaire, Paris, Editions Bouchène, 2002. Abdelmalek Sayad avait été, lui aussi, instituteur avant de travailler avec Pierre Bourdieu. S'il reconnaissait « tout devoir à Bourdieu », celui-ci n'aurait sans doute pas pu mener nombre de ses enquêtes dans les villages sans sa présence à ses côtés.

<sup>4</sup> Montlibert Ch. de, Exposition de la sociologie de l'émigration-immigration dans l'oeuvre d'Abdelmalek Sayad in Yacine T., Jammet Y., Montlibert Ch. de, Abdelmalek Sayad. La découverte de la sociologie en temps de guerre, Nantes, Editions Cécile Defaut, 2013.

civilisations qui se sont développées là, contre les interprétations méprisantes quant ce n'est racistes des universitaires liés à la colonisation, contre des interprétations savantes, erronées à ses yeux, des savants ayant étudié l'Algérie<sup>5</sup>. On comprendra, dans ces conditions, l'intérêt que j'ai trouvé à approfondir le passage de Marcel Lesne en Algérie.

Lorsque j'arrivai à Nancy, en septembre 1963, venant de Paris où je venais d'être libéré des obligations militaires, la guerre d'Algérie est très présente. Avant le service militaire j'avais participé aux manifestations étudiantes contre l'intervention militaire. J'avais ensuite été vacataire au laboratoire de psychologie sociale de la Sorbonne où Robert Pages<sup>6</sup> m'avait recruté en 1959 et fait travailler sur les conceptions des rapports sociaux de deux inventeurs d'utopies, Charles Fourier et Jean Baptiste Godin. J'avais aussi participé à une recherche de Pagès sur le monde social des chercheurs. En septembre 1961, j'avais été appelé «sous les drapeaux». Là, j'ai refusé de suivre la formation d'élève-officier de réserve (E.O.R.) pour ne pas participer, à un poste de responsabilité, à une guerre que je réprouvais. Les officiers chargés de l'encadrement des recrues ont bien tenté de faire pression pour que je change d'avis en utilisant tous les arguments: depuis la cohérence de mon parcours d'étudiant qui appelait «naturellement» à un poste d'officier jusqu'à l'évocation des membres de ma famille qui s'étaient illustrés dans des campagnes militaires en passant par la distance sociale qui, à leurs yeux, s'imposait, entre les manières de vivre de l'étudiant que j'étais et celles des classes populaires qui composaient le gros du contingent appelé à partir pour des opérations de «pacification» en Algérie. Peut-être pour obtenir ma reddition ou pour m'humilier, je fus affecté dans une compagnie composée de ruraux à la limite de l'analphabétisme, grands amateurs de «goutte», cet alcool plus ou moins bien distillé dans la campagne mancelle dont ils étaient, pour la plupart, originaires. Cette compagnie avait été vite affublée, dans l'argot militaire de l'époque, du sobriquet de

compagnie de «brêles», c'est-à-dire de nuls, bons à rien, sans valeur<sup>7</sup>, (le mot est forgé à partir d'un mot arabe désignant le mulet, animal, comme on le sait, sexuellement stérile). Par la suite j'ai été envoyé au centre de sélection et d'orientation de Vincennes dans le service de diagnostic psychiatrique où, avec Philippe Lévy devenu psychanalyste, Philippe Lherbier psychologue, Simon Eine acteur de la Comédie Française et Mégie, un étudiant en médecine martiniquais, nous formions un petit groupe à l'esprit plutôt critique et souvent indiscipliné. Le travail était intéressant puisqu'arrivaient pour une évaluation psychiatrique des jeunes conscrits les plus divers - aussi bien des jeunes gens issus de familles aisées que des ruraux marqués par la misère matérielle et sociale, aussi bien ceux que les tests avaient détectés comme «débiles» que tous ceux qui faisaient état, soit en les exhibant comme des trophées ou au contraire en les cachant comme des stigmates, de certificats médicaux indiquant qu'ils étaient suivis pour troubles psychologiques, aussi bien des délinquants qui cumulaient déjà un certain nombre de condamnations quant ce n'est de mois de prison, ce dont ils n'étaient pas peu fiers, que des homosexuels qui occupaient des emplois d'«artiste» dans des spectacles de variété et que l'armée refoulait systématiquement. Reste que notre opposition à la guerre d'Algérie demeurait totale. Nous avons lu les livres publiés par les Editions de Minuit, discuté de l'assassinat de Maurice Audin<sup>8</sup> et nous suivions les événements d'autant plus attentivement que la durée de notre service militaire en dépendait (faut-il rappeler qu'à l'époque il durait 28 mois). La signature des accords d'Evian nous avaient comblés, non seulement la guerre était terminée, les appelés allaient revenir et, surtout, notre période «sous les drapeaux» serait raccourcie mais en plus, l'Algérie, devenue indépendante, serait, comme nous l'espérions, socialiste. Reste que l'OAS était très présente, qu'on craignait un putsch des colonels faisant suite au putsch des généraux, que des attentats étaient perpétrés dans Paris, que des risques d'intervention de factions armées existaient et que cela entraînait pour nous des gardes supplémentaires.

<sup>5</sup>Montlibert Ch. de, L'en-deçà de la politique dans l'oeuvre algérienne de Pierre Bourdieu ou les trois combats du jeune Pierre Bourdieu, Regards sociologiques, 2014, n° 47.

<sup>6</sup>Robert Pages a été le directeur du Laboratoire de Psychologie sociale de la Sorbonne. Il a particulièrement contribué au développement de la psychologie sociale expérimentale et a élaboré des travaux théoriques nombreux (dont une théorie de la nodalité) empreints d'une forte inventivité.

<sup>7</sup>L'activité la plus importante de cette compagnie était sans doute d'éplucher les pommes de terre pour le régiment.

<sup>8</sup>Alleg H., La question, Paris, Editions de Minuit, 1958

De son côté Marcel Lesne restait très discret sur son expérience algérienne: néanmoins de temps à autre, en fonction des événements politiques surtout, il faisait une allusion à ce passé immédiat. Je me souviens que cela avait été le cas lors d'un achat important de mobilier qu'il avait réalisé avec son épouse: il avait évoqué les Centres Sociaux éducatifs qu'il avait dirigés et m'avait alors raconté son départ précipité d'Algérie, (en septembre 1961 le Recteur de l'Académie d'Alger lui avait fait savoir qu'il devait confier la direction des Centres sociaux éducatifs qu'il dirigeait à Max Marchand, un Inspecteur d'Académie, menacé de mort à plusieurs reprises et objet d'attentats – l'immeuble où il habitait a été détruit par un attentat à l'explosif sans doute réalisé par l'O.A.S.). Il avait parlé de la disparition de Simone Chaumet-Tanner, une volontaire du Service Civil International qui collaborait à l'oeuvre éducative des Centres sociaux<sup>9</sup>. Il est d'ailleurs possible que ce crime vint s'ajouter aux raisons qu'il avait de quitter la direction des Centres Sociaux Educatifs. Une autre fois, alors que l'O.A.S. s'était manifestée, il avait parlé des arrestations par l'armée française des inspecteurs de centres sociaux suspectés de participation aux activités du F.L.N. et surtout de la tuerie de Château-Royal<sup>10</sup> le 15 mars 1962 à laquelle il avait échappé de justesse et qui avait entraîné son départ précipité le 17 mars. Il avait été affectivement très marqué par cet assassinat, par un commando de l'OAS, quelques jours avant la signature des accords d'Evian, de l'écrivain Mouloud Feraoun, des quatre autres inspecteurs des centres sociaux, Marcel Basset, Robert Eymard, Ali Hammoutène, Salah Ould Aoudia et de Max Marchand qui l'avait remplacé comme directeur<sup>11</sup>. Il en dira qu'il s'agissait «d'un crime odieux, injustifiable et barbare» et qu'il fallait tout faire pour «que cet acte de barbarie ne sombre pas dans l'oubli - oubli que l'absence de condamnation judiciaire de leurs auteurs semble objectivement souhaiter.»<sup>12</sup>

C'est cette histoire que j'évoquais parfois avec Marcel Lesne, avec qui j'ai partagé le même bureau

dans un baraquement installé devant l'école des Mines de Nancy, avant que l'I.N.F.A. (Institut National pour la Formation des Adultes) ne soit créé à l'initiative de Bertrand Schwartz et que le bâtiment qui logerait cette institution ne soit construit<sup>13</sup>.

L'avancée de notre travail sur l'analyse des besoins en formation, alors que nous venions de publier un article dans *Epistémologie sociologique*<sup>14</sup> l'avait conduit à rencontrer en 1969 Pierre Bourdieu qu'il connaissait depuis l'Algérie et à discuter avec lui de l'élaboration théorique et pratique de l'analyse des situations de travail que nous menions à la demande de Bertrand Schwartz. Il était revenu amusé de cette rencontre et m'avait raconté que Bourdieu était très enthousiaste de ce qu'il avait entendu: notre refus de se laisser enfermer dans les définitions de postes ou de fonctions telles que les définissait l'entreprise, notre choix d'étendre l'enquête aux différentes entreprises d'un même univers, lui semblait «une avancée». Il avait particulièrement apprécié notre manière de voir dans les tâches professionnelles des pratiques sociales doublement déterminées par des contraintes externes d'une part et par des manières d'être d'autre part. Que nous montrions que les mêmes rapports sociaux antérieurs se manifestent deux fois, en se cristallisant dans les choses et les règlements et en étant intériorisés dans les corps et les têtes, avait, comme me le raconta Marcel Lesne, «ravi» Bourdieu qui lui aurait confié qu'il travaillait sur la même problématique. Le récit de cette rencontre m'avait amené à citer le livre écrit par Bourdieu avec Abdelmalek Sayad «*Le déracinement*»<sup>15</sup>; j'avais à ce propos émis l'hypothèse que Bourdieu et Sayad avaient peut-être choisi ce titre en s'inspirant de la deuxième partie, consacrée au «déracinement» du livre de la philosophe Simone Weil, ou, peut-être, que les deux sociologues s'étaient inspirés de Camus qui avait, le 25 novembre 1955, intitulé une de ses chroniques «les déracinés». D'un propos à l'autre, j'avais appris que Marcel Lesne avait publié, deux ans auparavant, en 1962, dans *les Annales de géographie*, une étude approfondie sur les paysans «resserrés», selon un des mots utilisés par l'administration militaire,

<sup>9</sup> www.archives.sciint.org/.../SCI-volunteer-recognized-

<sup>10</sup> Ould Aoudia J.-Ph., L'assassinat de Château-Royal-Alger, 15 mars 1962, Paris, éditions Tirésias-Michel Reynaud, 1992, Introduction, Tillion G., Préface, Roblès E.

<sup>11</sup> Auroy-Jaggi G., *L'oeuvre de Bertrand Schwartz: Les archives et les grands entretiens*, Genève, Université de Genève, 2006, coffret multimédia

<sup>12</sup> Lesne M., Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962), in Association «Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons», *L'Ecole en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Paris, 2001, pp. 89-183, P.183.

<sup>13</sup> Laot F., *La formation des adultes. Histoire d'une utopie en acte. Le Complexe de Nancy*. Paris, L'Harmattan, 1999, 416p.

<sup>14</sup> Lesne M., Montlibert Ch. de, Essai d'analyse sociologique des situations de travail, *Epistémologie sociologique*, 1969, n°8, pp.35-59.

<sup>15</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Paris, Les Editions de Minuit, 1964.

dans des camps de regroupement en Algérie.

Ce sont ces deux aspects de nos discussions dont je voudrais rendre compte : les Centres sociaux où, Marcel Lesne s'est investi dans la problématique de l'éducation des adultes et a rencontré personnellement la violence armée et l'étude historico-sociologique des camps de regroupement où Marcel Lesne a tenté de dépasser son expérience personnelle pour penser les processus sociaux globaux qui déterminent l'histoire d'une société et, ainsi, emportent la vie de chacun. Pour éviter les reconstructions toujours partiales de la mémoire je me suis appuyé le plus possible sur les documents publics disponibles mais il est évident qu'une exploitation systématique des archives de Marcel Lesne livrerait d'autres informations qui complèteraient sans aucun doute celles que j'ai utilisées.

**Les centres sociaux.** Marcel Lesne a pris la direction de Centres sociaux en 1959 et les dirigera jusqu' en 1961. Les centres sociaux ont été créés par Germaine Tillion avec l'appui de Jacques Soustelle, ethnologue comme elle, nommé Gouverneur Général de l'Algérie<sup>16</sup>. De fait, avant même le retour de Germaine Tillion en Algérie, un certain nombre d'actions avaient été mises en place par des pratiquants des religions catholique, musulmane et protestante particulièrement sensibles à la misère, des militants des réseaux d'éducation populaire, des travailleurs sociaux, des animateurs d'associations laïques comme les CEMEA ... pour permettre à des algériens d'accéder à la formation. La colonisation, en effet, avait détruit, comme le montrent aussi bien les relations de voyage du début du XIX<sup>e</sup> siècle que les études des historiens, un système éducatif assez efficace puisque le nombre d'illettrés était inférieur à celui de la France<sup>17</sup>. A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle Jules Ferry, après la victoire électorale des républicains, avait bien essayé de développer l'enseignement primaire mais s'était heurté à la volonté des représentants de la colonisation de ne rien faire pour les «indigènes»<sup>18</sup>. En 1879, seuls 1,9 % des enfants scolarisables fréquentaient l'école<sup>19</sup>. Même

si le plan de scolarisation de 1944 avait amélioré considérablement la fréquentation scolaire, même si l'effort avait été amplifié après «les événements d'Algérie», la situation éducative était dramatique puisque, si, à Alger, un enfant musulman sur deux fréquentait l'école, c'était le cas d'un sur huit dans la campagne relativement proche de la ville et d'un sur cinquante dans les douars les plus éloignés des centres urbains. Non seulement l'initiative des Centres sociaux voulait contribuer à remédier à cette sous-scolarisation mais aussi cherchait-elle à transformer bien des manières de penser et de faire puisque Marie Renée Chéné, Rachel Jacquet, Emma Serra, Simone Chaumet, Nelly Forget, entre autres, s'étaient vite investies dans des actions et interventions diverses qui se donnaient comme objectif l'éducation des femmes dont l'analphabétisme était pratiquement la règle. Les filles, même si leur nombre s'était considérablement accru après les plans de développement scolaire de 1955, ne fréquentaient que peu l'école et, lorsque c'était le cas, seulement durant des périodes très courtes, comme me le disait Lesne qui avait observé le même fait dans la campagne marocaine où il avait mené ses observations ethnographiques. Germaine Tillion, inspirée par les «missions culturelles itinérantes» mises en place par le mouvement indigéniste qu'avait soutenu Jacques Soustelle lorsqu'il était ethnologue au Mexique, affirmait que tout ramenait à la formation et que celle-ci ne pouvait se mettre en place que si une «familiarité réciproque» s'établissait avec la population<sup>20</sup>. Elle pensait que seule l'instruction pouvait combler le décalage qui existait entre une économie rurale archaïque et une économie urbaine et, ainsi, permettre d'accéder à la modernité; elle déclarait:» le Centre social a pour but de fournir à la population ... l'ensemble des moyens de progrès nécessaires pour accéder au niveau économique supérieur.»<sup>21</sup> Aussi s'emploiera-t-elle à institutionnaliser les initiatives existantes. Connaissant bien les liens qui unissaient les administrations et les représentants les plus en vue de la colonisation elle obtint que les Centres Sociaux, créés par un arrêté du 27 octobre

<sup>16</sup>Wood N., *Germaine Tillion, une femme –mémoire*, Paris, éditions Autrement «Mémoires/Histoire», 2003.

<sup>17</sup>Rozet C.A., *Voyage dans la Régence d'Alger ou description du pays occupé par l'armée française en Afrique*, Paris, Arthus Bertrand libraire –éditeur, 1833; Emerit M., *L'Algérie à l'époque d'Abd el-Kader*, Paris, Larose, 1951.

<sup>18</sup>Ageron Ch.R., *Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919*, Paris, P.U.F., 1968, T.1.

<sup>19</sup>Rigaud L., *L'école en Algérie (1880-1962)*, in Association «Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons», *L'Ecole en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Paris, 2001, PP.23-73.

<sup>20</sup>Todorov Tzv. (dir.), *Le siècle de Germaine Tillion*, Paris, Le Seuil, 2007.

<sup>21</sup>Tillion G., *L'Afrique bascule vers l'avenir; l'Algérie en 1957 et autres textes*, Paris, Les Editions de Minuit, 1960, 177p., P.165.

1955, fussent rattachés au ministère de l'Éducation Nationale qui, espérait-elle, saurait manifester plus d'indépendance vis-à-vis des représentants les plus en vue de la colonisation. Il est vrai, comme le rappelle Marcel Lesne, que la Direction générale de l'Éducation nationale en Algérie était un service qui n'était pas placé sous l'autorité du gouvernement général<sup>22</sup>. L'arrêté précisait les objectifs: «donner une éducation de base aux éléments masculins et féminins..., mettre à la disposition de ces populations un service d'assistance médico-social polyvalent..., susciter, coordonner et soutenir toutes les initiatives susceptibles d'assurer progrès économique, social et culturel de son ressort...». Dans le cadre du «plan de Constantine», plan de développement de l'Algérie lancé par de Gaulle en 1958 pour tenter de rattraper ce que 128 ans de colonisation n'avaient pas fait<sup>23</sup>, des crédits affectés aux Centres sociaux vont permettre la construction de bâtiments, (120 centres seront en fonctionnement en 1962) et l'embauche d'enseignants et de travailleurs sociaux (1000 agents environ y travailleront). Une réflexion pédagogique qui alliait résolution de problèmes immédiats, alphabétisation et préformation professionnelle, se développa là. Le travail était mené par une équipe pédagogique très polyvalente (à même de travailler «à élever le niveau de vie, à accroître la somme des connaissances et à améliorer l'état de santé»<sup>24</sup>) dont les modèles étaient les méthodes développées par l'éducation populaire et les mouvements de jeunesse. Des documentations furent rédigées en français et en arabe. Mais «cette vision idéale d'intégration et de réforme sociale en Algérie»<sup>25</sup> irritait. L'armée soupçonna vite les centres sociaux d'accueillir d'éléments favorables au FLN et pratiquera des arrestations en 1957 pendant la bataille d'Alger ( 16 membres arrêtés et torturés dont Nelly Forget – «il faut souligner l'usage de la torture pendant l'instruction» écrira Marcel

Lesne<sup>26</sup>) et en juin 1959 ( 20 membres arrêtés) dont Marcel Lesne dira «la minceur des motifs d'inculpation (généralement dons de médicaments, de quelques tubes d'aspirine) reconnue dans la majorité des cas par les deux juridictions pénales, militaires ou correctionnelle, relaxant la plupart des prévenus, permet de conclure... que ces deux séries d'arrestations relèvent bien d'une agression délibérément menée contre les Centres sociaux sous prétexte d'une guerre contre le F.L.N.»<sup>27</sup>

Marcel Lesne disait que la campagne de presse organisée par les tenants de l'Algérie française (dans «l'Echo d'Alger») avait été pour beaucoup dans sa nomination à la direction de centres sociaux en remplacement de Charles Aguesse<sup>28</sup> injustement accusé comme il le sera lui-même un peu plus tard lorsqu'il deviendra «persona non grata» pour les colons les plus intransigeants- on répétait dans le journal de l'Algérie française «Aux écoutes» que les Centres sociaux étaient noyautés par les communistes . L'armée n'échappait pas à cette tendance à stigmatiser les Centres sociaux. «L'armée, écrira-t-il, supporte mal l'existence des Centres sociaux, qui, par leur action globale, à finalité éducative et sociale complètement désintéressée au sein même d'une communauté, créent des situations échappant à leur emprise.»<sup>29</sup> Reste que, en 1959, le Recteur se plaignait aussi du gaspillage, de l'anarchie et de l'incohérence des actions menées dans les Centres sociaux. Lesne le reconnaissait: «des désordres de toute nature se sont progressivement manifestés dans le fonctionnement du service», dans l'exécution des programmes de construction, dans la gestion financière, dans le fonctionnement interne. Avec l'arrivée d'un nouveau directeur une réorganisation est mise en place: les articles en arabe dans la revue des centres sociaux disparaissent, les centres ne s'installeront plus là où existe une école, la

<sup>22</sup> Lesne M., *Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962)*, in Association «Les amis de Max Marchand, de Mouloud Feraoun et de leurs compagnons», *L'École en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Paris, 2001, pp. 89-183.

<sup>23</sup> Julien Ch.-A., *Histoire de l'Algérie contemporaine, 1, la conquête et les débuts de la colonisation, 1827-1871*, Paris, P.U.F., 1964.

<sup>24</sup> Forget Nelly, *Les services des Centres Sociaux en Algérie, Matériaux pour l'histoire de notre temps, 1992*, Vol.26, n° 26, pp.37-47. [www.persée.fr/web/revues/.../mat\\_0769-3206\\_1992\\_num26\\_&\\_40486](http://www.persée.fr/web/revues/.../mat_0769-3206_1992_num26_&_40486).

<sup>25</sup> Wood N., *Germaine Tillion, une femme –mémoire*, *Op. cit.*, P.178.

<sup>26</sup> Marcel Lesne ajoute: «une autre femme n'a pas été torturée mais a été détenue pendant quarante cinq jours dans trois lieux de détention qui servaient aux tortures. Elle les a vues et a subi un tel choc moral qu'elle a du faire, à sa libération, un long séjour dans une maison de santé.»

<sup>27</sup> Lesne M., *Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962)*, in *L'École en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, *Op. cit.*, P. 110.

<sup>28</sup> Charles Aguesse avait participé, en 1937, dans le lycée de Saint – Briec où il enseignait, aux initiatives pédagogiques d'orientation et d'activités dirigées mises en place par le ministre du Front Populaire Jean Zay puis créé, de 1947 à 1949, «les rencontres de Sidi Madani» où se retrouvèrent pour des échanges des écrivains et des artistes de la métropole et de l'Algérie, puis un théâtre en langue arabe et des émissions radiophoniques en arabe et en kabyle (tamazight).

<sup>29</sup> Lesne M., *Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962)*, in *L'École en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, *Op. cit.*, P. 111.

comptabilité devient plus stricte. Pourtant, comme Marcel Lesne le disait, le Rectorat l'avait désigné, alors qu'il était Inspecteur de l'enseignement technique au Maroc<sup>30</sup>, moins pour soutenir la cause du Syndicat National des Instituteurs, le S.N.I., qui s'inquiétait du développement d'un réseau parallèle à celui de l'école et d'une pédagogie à l'opposée de celle qu'il pratiquait, craignant que les Centres ne reproduisent «les centres du premier degré» proposés par le recteur Hardy en 1934 qui «constituaient, sous prétexte d'économie, une véritable parodie d'enseignement»<sup>31</sup>, que pour défendre les Centres sociaux qui, en devenant des Centres Sociaux Educatifs, avaient été protégés d'une destruction totale. Il évoqua plusieurs fois sa rencontre avec Mouloud Feraoun et le texte que celui-ci écrivit en 1961 qui traitait discrètement du conflit administratif et de la normalisation souhaitée par le Rectorat et qui insistait sur le fait que: «juger le Centre social éducatif sous l'angle des institutions normales spécialisées est une erreur profonde car il ne fait que précéder les institutions, préparer leur venue». Pour Mouloud Feraoun, comme pour Marcel Lesne: «le Centre social éducatif précède l'institution officielle lorsqu'elle n'existe pas et s'efface lorsqu'elle intervient tout en continuant à diriger vers elle le public.»<sup>32</sup> Bien que sa formation initiale d'instituteur et sa carrière d'inspecteur de l'enseignement le conduisent à se sentir plus proche de la position des enseignants que des animateurs sociaux, il me semble qu'il fit tout pour conserver en partie l'originalité de l'approche pédagogique ouverte sur des méthodes actives très peu orthodoxes. Il chercha aussi bien à dissiper les craintes des instituteurs d'une dérive vers une «école au rabais» que celles qui imaginaient qu'ajouter l'adjectif «éducatif» à la dénomination des centres sociaux allait faire disparaître l'action sociale.

Je reste persuadé que son adhésion à l'éducation des adultes telle qu'elle fut développée par les intervenants et animateurs du Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale et de

l'Institut National pour la Formation des Adultes, CUCES –INFA, dans les vallées vosgiennes sinistrées par la fermeture de l'industrie textile et dans le bassin ferrifère de Briey abandonné à la suite du déplacement géographique de la métallurgie vers Dunkerque et Fos sur mer<sup>33</sup>, malgré ses critiques de l'irrationalité qui, comme il le disait, saturaient parfois les interventions des formateurs, trouvait une de ses sources dans cette expérience algérienne. Je suis aussi persuadé que sa capacité à organiser une action de formation de grande ampleur dont il fit preuve ultérieurement s'était affirmée à ce moment, dans une situation de crise où les risques encourus n'étaient pas seulement symboliques. En effet pour mieux organiser «l'Education de Base» il avait fait nommer des inspecteurs chargés d'apporter leur aide aux animateurs et d'organiser des journées pédagogiques trimestrielles, susciter la rédaction d'un aide mémoire pédagogique, obtenir la création d'un centre de formation des animateurs et assurer le déroulement de stages de formation des animateurs et formateurs –ce qu'il appelait «son souci majeur»<sup>34</sup>, élaborer des documents et des outils pédagogiques, créer un bureau de Documentation et de Diffusion, assurer une préscolarisation élémentaire, mais aussi développer une éducation sociale, ménagère, juridique, technique (incluant des ateliers de coupe et couture, des ateliers techniques bois-fer), une formation à l'hygiène et, dans les centres ruraux une formation agricole (incluant le rôle des moniteurs agricoles, l'importance de la vulgarisation, l'aviculture...), l'organisation des Coopératives d'Education de Base (C.E.B.) chargés aussi bien d'organisation de la distribution d'eau que de production d'objets divers, la réalisation de films et d'émissions radiophoniques... «Ces rapports «pédagogiques» et «interpersonnels»... sont, écrivit Marcel Lesne, constitutifs de l'auto-construction personnelle des individus vivant en société...» Il ajoutait «dans la globalité d'une action socio-éducative spécifique à l'Education de Base dans, avec, et pour des communautés les plus démunies, malgré les pressions, les menaces, les persécutions et les attaques dont ils furent l'objet, ils [les Centres sociaux et les Centres sociaux éducatifs]

<sup>30</sup> Pour diriger les Centres sociaux éducatifs il fut promu Inspecteur d'académie en 1959. Information transmise par Jean Lesne que je remercie.

<sup>31</sup> Déclaration du Syndicat National des Instituteurs soutenu par la Fédération de l'Education nationale. Citée par Louis Rigaud In *L'Ecole en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Op. cit., P. 56.

<sup>32</sup> *Revue des Centres sociaux, Alger, 1961, n°16*

<sup>33</sup> Lesne M., (dir.), *Changement socio-professionnel et formation: étude d'une situation de crise dans le bassin de Briey*, Nancy, I.N.F.A., 1968, 196 p.

<sup>34</sup> Lesne M., Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962), in *L'Ecole en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Op. cit., P.137.

ont su construire des lieux éducatifs ouverts à tous, que chacun pouvait fréquenter sans risque de se compromettre aux yeux de quiconque.»<sup>35</sup>

Les camps de regroupement. Si nous avons parlé des Centres Sociaux, nous n'avons que plus rarement discuté des camps de regroupement créés par l'armée française. Il aura fallu que je vienne au CNAM, le jour de la cérémonie d'hommage qui était dédiée à sa mémoire, pour qu'une de ses proches collaboratrices me rappelle l'existence d'un texte de Marcel Lesne publié en 1962 dans les *Annales de Géographie, Bulletin de la Société de Géographie*, «Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie»<sup>36</sup>. J'avais oublié l'existence de cet article tant les livres de Pierre Vidal-Naquet «*La raison d'Etat*»<sup>37</sup>, publié en 1962, et de Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad «*Le Déracinement*», publié en 1964, avaient occupé la première place des études sur la situation de l'Algérie des années de guerre. Autant que je me souviens nous avons pourtant évoqué les camps de regroupement et leurs effets sociaux à quelques occasions que je veux rappeler ici.

Marcel Lesne m'avait dit, alors que nous parlions de la manière dont Maurice Halbwachs, dans *Morphologie sociale*<sup>38</sup>, avait analysé les déplacements de population, qu'il avait observé en Algérie une des migrations internes les plus importantes de l'histoire. Dès les premières lignes de son étude Marcel Lesne insiste, en effet, sur «l'ampleur absolument exceptionnelle» de ce phénomène<sup>39</sup>: «un quart de la population musulmane ... vit actuellement dans les centres de regroupement». Lesne ajoute à ces 2 millions de personnes toutes celles qui ont émigré intérieurement vers les grandes villes et

extérieurement vers la métropole surtout. Il refusait l'explication fréquemment donnée à l'époque d'un déplacement volontaire pour fuir les zones de combat et analysait le développement du phénomène rappelant que «l'adhésion de la population constitue pour chacune des parties le facteur essentiel» de la victoire puisque dans ce pays rural [la paysannerie] «est entrée dans la révolte, disponible et déjà prête à suivre un mouvement de ce genre»<sup>40</sup>. Cette adhésion, que l'armée veut empêcher, était, pour lui, le résultat de la colonisation qui a «lentement refoulé ou simplement contenu des populations dont le taux d'accroissement démographique est un des plus élevés du monde» dans les zones rurales «les plus déshéritées», «reflux qui commença à partir de la politique du cantonnement et du Sénatus-Consulte de 1863»<sup>41</sup>. L'armée a vite compris que, dans les zones montagneuses, les «rebelle vivaient pour ainsi dire en famille» et a décidé de pratiquer la politique des zones interdites puis, devant leur inefficacité, de déplacer délibérément les populations en opérant soit des «recasements», soit des «resserments»<sup>42</sup> soit des «regroupements provisoires» ou «définitifs». Lesne, comme Vidal-Naquet ou Bourdieu et Sayad, souligne que, dans tous les cas, l'exécution des opérations a été «brutale»<sup>43</sup> et visait à faire le vide et à soustraire les populations à l'influence rebelle. Ainsi Lesne note que, à l'issue d'une opération militaire de grande envergure, «aucune population éparse n'existait plus dans l'arrondissement de Teniet el Had» où «la misère est presque totale», que dans le secteur de l'Ouarsenis, l'opération militaire a regroupé 33 000 personnes sur un total de 46 000; que parmi 41 centres de regroupement 35 n'offrent aucun caractère de viabilité; ici on «s'entasse à une dizaine de personnes dans une pièce de 10 m<sup>2</sup>», là s'étendent des bidonvilles «dans un extrême dénuement», ailleurs «les fellahs sont rassemblés sur une crête exposée aux vents» ou installés «dans

<sup>35</sup> Lesne M., Contribution à l'histoire des Centres Sociaux Educatifs (1955-1962), in *L'Ecole en Algérie: 1830-1962; De la Régence aux Centres sociaux éducatifs*, Op. cit., P.183.

<sup>36</sup> Lesne M., Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie, *Annales de Géographie, Bulletin de la Société de Géographie*, 1962, n°388, pp.568-603.

<sup>37</sup> Vidal-Naquet P., *La raison d'Etat, la répression de 1954 à 1962*, Paris, Les Editions de Minuit, 1962, Réédition, la Découverte, 2002;

<sup>38</sup> Halbwachs M., *Morphologie sociale*, Paris, Librairie Armand Colin, 1938, 208 p.

<sup>39</sup> Pour souligner l'exactitude de la proposition et la pertinence de l'emploi de l'adjectif exceptionnel, il faut noter que Lesne le fait précéder de l'adverbe «absolument». Il était en effet persuadé qu'il s'agissait là (avec 30% de la population regroupée en si peu de temps) d'un des plus grands déplacements que l'histoire ait connu.

<sup>40</sup> Lesne M., Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie, Op. cit., P. 570.

<sup>41</sup> André Nouschi montre que la séquestration des terres des tribus a commencé beaucoup plus tôt; d'ailleurs il n'utilise le terme de «reflux» qu'avec le séquestre des terres des tribus et des individus s'étant révoltés en 1871. Nouschi A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises de la conquête jusqu'en 1919*, Paris, Presses universitaires de France, 1961, 767 p. P.428.

<sup>42</sup> Lesne se réfère ici aux mots utilisés pour décrire le «cantonnement» voulu par Bugeaud pour libérer des terres attribuables aux colons bien avant le Sénatus-Consulte de 1863. Nouschi A., op. cit., P. 280.

<sup>43</sup> Que ce soit sous la forme adjectivale ou substantivale de brutalité, Lesne souligne de nombreuses fois la violence de ces opérations.



des zones inondables» ou parqués dans un village rectiligne qui a l'aspect d'un camp militaire<sup>44</sup>. On voit - même si, au moment où il élabore cette analyse de la situation des paysans regroupés, il appartient au corps des inspecteurs de l'enseignement et dirige une institution pédagogique financée par l'Etat - que son regard reste sensible aux souffrances et demeure celui d'un intellectuel critique à l'égard du pouvoir.

Une autre fois, alors que j'évoquais les pratiques pédagogiques utilisées par l'armée pour mettre au pas les recrues, Lesne avait insisté sur la manière que pouvait utiliser l'autorité militaire pour imposer une organisation de l'espace. En effet dans son article il met l'accent sur «la prédominance de l'ordre militaire». Pour lui «les regroupements constituent la pièce essentielle de la guerre psychologique et de la politique de pacification». Pour cela les militaires entendent «briser les structures anciennes et créer des structures nouvelles», aussi «l'empreinte militaire» s'exprime -t- elle en organisant l'espace et le temps. Ce qui n'est pas sans effet sur la paysannerie. Les officiers des Sections Administratives Spéciales, écrira-t-il, avaient volontairement ignorés «la règle d'or du maintien des essources traditionnelles qui suppose un éloignement limité des champs et des pacages traditionnels». Lesne ajoutait d'ailleurs que lorsqu'il s'agit des nomades «les erreurs sont davantage tragiques». puisque «non seulement l'épuisement des pâturages exige des déplacements successifs mais l'époque des moissons appelle pour les semi-nomades (et même pour les grands nomades) l'éparpillement des travailleurs dans les régions avoisinantes «où ils se font embaucher, toutes choses impossibles une fois «resserrés» dans des camps. Pour tous, le regroupement signifie «création de bidonvilles», de villages de tentes, et de «clochardisation»<sup>45</sup>. Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad auront la même analyse deux ans plus tard en développant plus encore le raisonnement sociologique: «le regroupement affecte toute la vie sociale en transformant l'organisation de l'espace bâti, schéma projeté sur le sol des structures sociales, et en brisant le lien de familiarité qui unit les individus à leur environnement.» Parce que

le monde familier est pour lui le monde naturel, parce que tout son habitus corporel est «fait» à ses déplacements coutumiers, le paysan déraciné est atteint au plus profond de son être, si profondément qu'il ne peut formuler son désarroi et moins encore en définir la raison.»<sup>46</sup>

Marcel Lesne en géographe humaniste insistait d'ailleurs sur la «triste monotonie» des nouveaux villages. Presque partout, disait-il, a prévalu le type de village en damier où les voies tracées au cordeau se coupent à angle droit, remarquant qu'avec une telle disposition de l'espace «les correspondances entre le terroir, l'histoire et les structures sociales se trouvent rompues». Cette dislocation des groupements «ayant ou se voulant un ancêtre commun, honorant les mêmes saints locaux, pratiquant de vieux rites agraires dans les terroirs où ils se sont inscrits» ne pouvait qu'ajouter de profonds déséquilibres aux souffrances causées par la guerre. Il notait que les regroupements, en modifiant l'espace, transformaient aussi en profondeur l'organisation du temps: plus question de se rendre dans les champs proches, plus question de s'occuper des animaux... En somme «les multiples correspondances entre la vie familiale et la vie professionnelle, intimement mêlées en un genre de vie total caractéristique du fellah traditionnel» sont rompues.

Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad reprendront et développeront cette analyse des ruptures spatiales et temporelles que Lesne se contentait de décrire et d'expliquer par la dislocation et la rupture, en montrant que c'est «dans le langage du corps, la façon de se tenir, de porter la tête ou de marcher [que s'] expriment mieux que [dans] les mots, l'égaré et le dépaysement».<sup>47</sup> Décrivant précisément l'organisation de l'espace ils notent que «dans la zriba toutes les maisons disposaient d'une cour» alors que «les logements standardisés du camp donnent directement sur la rue»... «Le monde clos, asile de l'urma (honneur), a disparu.»<sup>48</sup> Dans ces conditions en bouleversant l'organisation

<sup>44</sup> Lesne M., Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie, *Op. cit.* P. 579

<sup>45</sup> Expression empruntée à Germaine Tillion..

<sup>46</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, *Op. Cit.*, P.152.

<sup>47</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, *Op. Cit.*, P.154.

<sup>48</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, *Op. Cit.*, P.156.

de l'espace de vie, le regroupement altère «les rythmes temporels qui en sont solidaires et défait au plus profond les principes d'organisation de la vie du groupe et de la force d'intégration»<sup>49</sup>.

Reste que Marcel Lesne et Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad, même s'ils font les mêmes observations, diffèrent sur les raisons de ces transformations forcées. En partie pour des raisons de date - Lesne publie son article avant la signature des accords d'Evian qui mettent fin aux opérations militaires alors que Bourdieu et Sayad publient leur livre en 1964, soit deux ans après l'indépendance de l'Algérie - mais surtout parce que le point de vue des uns et des autres diffèrent - l'un est plus sensible aux luttes entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil (que des formateurs des Centres sociaux aient été soupçonnés de collusion avec le F.L.N. et arrêtés y est sans aucun doute pour quelque chose) alors les deux autres sont des chercheurs investis dans l'ethnologie la plus avancée<sup>50</sup> (Pierre Bourdieu publiera «Trois études d'ethnologie kabyle» et «Le sens pratique»<sup>51</sup>) - la hiérarchie des motifs de l'enfermement dans les camps change. Autant pour Lesne les impératifs purement guerriers de sécurité, de surveillance et de quadrillage l'emportent sur la volonté qu'il reconnaît, mais au second plan, «de faire évoluer vers un genre de vie européen», autant pour Bourdieu et Sayad les impératifs militaires, dont ils ne sous estiment pas la capacité à faire prévaloir leurs exigences, sont moins important que le désir «d'imposer par l'organisation de l'habitat, des normes, des valeurs et le style de vie d'une autre civilisation». Ces différences expliquent que pour Lesne les souffrances des populations nées de la «brutalité» des militaires et de leurs «erreurs et improvisations» pourraient être adoucies et même corrigées par une administration civile «éclairée» qui créerait des équipements collectifs (de l'adduction d'eau jusqu'aux écoles et centres de soins)<sup>52</sup> alors

<sup>49</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Op. Cit., P.152.

<sup>50</sup> Lentacker A., *La science des institutions Impures*; Bourdieu critique de Lévi-Strauss, Paris, Raisons d'Agir Editions, 2010.

<sup>51</sup> Bourdieu P., *Esquisse d'une théorie de la pratique précédé de Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Librairie Droz, 1972. Bourdieu P., *le sens pratique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1980. La préface du «*Sens pratique*» montre on ne peut mieux l'ambition ethnologique de Pierre Bourdieu et permet de mieux comprendre les exigences et les contraintes qu'il s'imposait

<sup>52</sup> Lesne M., Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie, Op. cit. P.582.

que Bourdieu et Sayad en approfondissant leur analyse des conséquences des regroupements n'adhèrent pas à une politique d'assistance sociale. Ces deux démarches conduiront à des conclusions différentes: pour Marcel Lesne, le traumatisme de la guerre et des camps «a rendu la population perméable aux nouveautés» et donc prête à adopter de nouveaux modes de vie si des ressources nouvelles créatrices d'emploi sont mises en place, permettant de sortir de la «misère assistée» et de satisfaire «les besoins de dignité» ce dont, il faut le souligner il doutait sérieusement; pour Bourdieu et Sayad la colonisation, la guerre et les camps ont engendré «une contradiction dans les paysans eux-mêmes<sup>53</sup>» qui n'ont du système économique moderne qu'une vision mutilée faite de bribes décontextualisées et qui ne possèdent que des fragments épars, compromis de résistances et de craintes venant du système traditionnel. Dans ces conditions ils ne peuvent guère devenir des agents de transformation sociale<sup>54</sup>, même s'ils sont soutenus par une politique économique et sociale ambitieuse, enfermés qu'ils sont dans un monde déstructuré et désagrégé<sup>55</sup>.

L'optimisme mesuré de Marcel Lesne l'administrateur l'amenait à suggérer des solutions pour l'avenir de l'Algérie ce que Bourdieu et Sayad refusaient de faire. J'ai bien compris cette ambition organisatrice dans la circonstance suivante. Nancy était, dans les années soixante, le lieu d'un festival mondial du théâtre universitaire<sup>56</sup>. Une troupe de paysans y avait donné une représentation très militante des rapports entre propriétaires terriens et ouvriers agricoles. Discutant de cette pièce, Marcel Lesne avait évoqué la réforme agraire en Algérie. Pour bien comprendre son raisonnement il faut voir qu'il commence par replacer le regroupement dans la politique suivie depuis le début de la colonisation. Il souligne en particulier la similitude entre le regroupement et la politique du cantonnement mise en place à partir du Senatus-Consulte de 1863 qui a

<sup>53</sup> Bourdieu P., Sayad A., *Le déracinement; la crise de l'agriculture traditionnelle en Algérie*, Op. cit., P. ( expression mise en italiques par moi).

<sup>54</sup> Bourdieu P., *De la guerre révolutionnaire à la révolution* in Bourdieu P., *Esquisses algériennes*, Textes édités et présentés par Tassadit Yacine, Paris, Seuil, 2008.

<sup>55</sup> Bourdieu P., *Sociologie de l'Algérie*, Paris, P.U.F., coll. Que sais-je, 1958.

<sup>56</sup> Montlibert Ch. de, *Le festival mondial du théâtre universitaire de Nancy*, Bulletin de Psychologie, 1968,

permis la création de grandes exploitations agricoles européennes, (le plus souvent par achat à vil prix des terres des miséreux), et le refoulement des paysans, chaque fois que l'occasion se présentait<sup>57</sup>, sur de petites surfaces peu productives<sup>58</sup>. «Les lois foncières, écrit Lesne, ont abouti à cantonner les tribus dans des territoires délimités, à détruire les équilibres économiques et à briser les structures tribales qui se projetaient sur des patrimoines traditionnels... ainsi se réalisait une dépossession légale puis de fait.» Or, pour Lesne, la politique du regroupement, née de la guerre, qui, comme la loi de 1863 qui visait à la modernisation des structures juridiques, recherche «l'amélioration économique et sociales» des populations, laisse craindre «qu'après avoir arraché des communautés dispersées à leurs terroirs, elle n'accroisse la prolétarisation faute de leur donner de nouvelles possibilités d'exploitation rurale». Le regroupement, comme le cantonnement l'avait fait autrefois, conduit à faire des paysans des ouvriers agricoles permanents et, ce qui est nouveau, à créer des «réservoirs de main d'œuvre» à bon marché. Pour lui, ces populations «déruralisées» perdent les derniers liens qui les attachaient au sol et leur donnaient «malgré leur précarité, un sentiment de liberté individuelle». Lesne insiste cependant sur l'attachement des tribus à la terre de leurs ancêtres et multiplie les expressions comme «souvenir des droits sur les terres», «refus de voir des étrangers acquérir des droits sur la terre de leurs arrières grands parents», «sensibilité vive à vis des problèmes fonciers» qui témoignent de la permanence d'un droit foncier. La guerre a paradoxalement créé les conditions d'une «solidarité nouvelle» et d'une «conscience des droits acquis» chez des paysans «disponibles et conscients» qui autorise le développement d'une «mentalité devenue revendicatrice». Logiquement Lesne en déduit la thèse selon laquelle l'avenir de l'Algérie passe donc par une réforme agraire de grande envergure qui, seule, permettrait l'abandon d'une conception résignée de l'existence. Même si Marcel Lesne demeure prudent, même s'il reconnaît que les chances de réalisation, au vu de tous les obstacles, sont faibles, il n'en fait pas moins preuve

d'un optimisme mesuré. Deux ans plus tard, Pierre Bourdieu et Abdelmalek Sayad ne partageront pas le même point de vue. Si l'usage, par Lesne, du terme de «déruralisation» le conduit à espérer une réforme agraire qui ramènerait les paysans à la terre<sup>59</sup>, l'orientation ethnologique, qui a conduit Bourdieu et Sayad à analyser la société algérienne et la «dépaysonisation» qu'a entraînée la colonisation, + les amène à une vision plus pessimiste. Pris dans les contradictions, les anciens paysans, devenus, au mieux, ouvriers agricoles et, au pire, sous-prolétaires sans emploi, ne pouvaient qu'être condamnés au «traditionalisme du désespoir» et ne feraient pas la révolution.» Bourdieu affirme en effet que «le dépaysement a été si total si brutal que le désarroi, le dégoût et le désespoir sont infiniment plus fréquents que les conduites novatrices qui seraient nécessaires pour s'adapter à ces conditions radicalement nouvelles.» En somme il s'oppose aux théoriciens de la révolution à qui il rappelle que la paysannerie est sans doute moins révolutionnaire qu'ils ne l'espèrent et que le sous-prolétariat n'est pas révolutionnaire: il sait, après ses enquêtes, que les paysans sont trop précarisés pour pouvoir adhérer aux projets novateurs de coopératives agricoles, et que le sous-prolétariat des villes a peu de probabilité de devenir le fer de lance d'une classe ouvrière mobilisée puisqu'il n'a pas développé les dispositions rationnelles que demande une industrialisation rapide permettant d'adhérer sans réserve au projet révolutionnaire. «*Force de révolution, la paysannerie prolétarisée et le sous-prolétariat des cités ne forment pas une force révolutionnaire.*»

Tout se passe comme si le travail de Marcel Lesne en Algérie avait été le produit de deux principes qui étaient, à l'époque de sa formation, strictement disjoints: d'un côté un principe intellectuel basé sur la «neutralité axiologique» qui structure aussi bien sa thèse sur l'organisation sociale des Zemmour<sup>60</sup> du Maroc que, assez largement, son analyse des effets sociaux des camps de regroupement et, d'un autre côté, un principe politique qui vise à transformer le monde et qui, lui-même, se sépare en deux modalités, l'une éducative, l'autre administrative.

<sup>57</sup>Davis M., *Génocides tropicaux; catastrophes naturelles et famines coloniales*, Paris, La découverte, 2003.

<sup>58</sup>Noushi A., *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises, de la conquête à 1919. Essai d'histoire économique et sociale*, Paris, P.U.F., 1961.

<sup>59</sup>Lesne M., Une expérience de déplacement de population: les centres de regroupement en Algérie, Op. Cit. P.598. Lesne écrit que des «solutions véritables» sont «nécessaires».

<sup>60</sup>Lesne M., *Evolution d'un groupement berbère, les Zemmour*, Rabat, Ecole du livre, 1959. Thèse soutenue le 31 mai 1960.

Les oppositions entre ces deux principes expliquent que son travail ait été structuré par plusieurs points de vue : celui, d'abord, d'un éducateur qui se pensait comme porteur d'un projet de transformation du monde ainsi que l'Ecole Normale d'Instituteurs, où il avait été élève, avait pu l'apprendre à ces futurs maîtres d'école, préparés à leur mission dans les coronas du Nord (dont ils étaient, pour quelques uns d'ailleurs, issus), celui, ensuite, d'un fonctionnaire d'une administration d'Etat – l'inspection de l'éducation nationale - qui lui avait offert des chances d'ascension sociale ce dont il lui en savait gré, celui, enfin, d'un ethnologue et d'un sociologue formé à une approche plus sensible aux conditions matérielles d'existence et aux analyses, assez classiques à l'époque, des mythes et des rites qu'au structuralisme de Lévi-Strauss et à l'étude des variations des rapports symboliques. Ces trois dimensions n'étaient pas sans susciter de nombreuses contradictions qui ont parfois pu conduire Marcel Lesne à des limitations ou même à des ruptures dans les réalisations mais qui l'amenaient, le plus souvent, à élargir le cadre de chaque point de vue : examiner le projet éducatif dont il était responsable avec un regard sociologique, importer l'intérêt de l'administration dans le projet de recherche ou dans le projet éducatif qu'il dirigeait, critiquer la logique administrative qu'il mettait en place au nom de valeurs éducatives... C'est sans aucun doute en Algérie qu'il avait éprouvé le plus fortement les contradictions engendrées par ces divers points de vue et c'est aussi en Algérie qu'il avait appris à les surmonter en s'inspirant d'un humanisme souvent critique.